

AVANT-PROPOS

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

La reprise de l'économie mondiale marque le pas en 2011. Ce ralentissement global s'explique notamment par la hausse du prix des matières premières, le renforcement des incertitudes liées à la dette publique des pays industrialisés et des ruptures d'approvisionnement liées à la catastrophe naturelle du Japon. Si la croissance est toujours soutenue dans les pays émergents, elle ralentit en raison des perspectives de croissance mondiale atones. La hausse des prix reste contenue dans les pays développés et les tensions inflationnistes tendent à s'atténuer dans les économies émergentes.

La croissance de l'économie américaine ralentit à 1,7 % sur l'ensemble de l'année, après 3,0 % en 2010. En raison de cette expansion modérée de l'économie et d'une poursuite de l'amélioration du marché du travail, le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a décidé, le 25 janvier 2012, de maintenir la fourchette de son taux objectif des fonds fédéraux entre 0,0 % et 0,25 %, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

L'économie japonaise est en recul : -0,9 % en 2011 après +4,4 % en 2010, malgré un rebond au troisième trimestre. Habituel moteur de la croissance de l'archipel aux côtés de la consommation, les exportations ont nettement diminué en raison de l'appréciation du yen et d'une demande mondiale fragilisée.

La croissance de la zone euro s'élève à 1,4 % et celle de l'UE27 à 1,5 % (après respectivement 1,9 % et 2,0 % en 2010). Après un rebond au premier trimestre, l'activité s'est modérée, puis a décliné au quatrième trimestre.

La Banque centrale européenne (BCE) a procédé à quatre modifications de ses taux directeurs : deux hausses de 25 points de base, les 13 avril et 13 juillet, motivées par des prévisions de reprise économique solide qui justifiaient un retour à des conditions monétaires moins accommodantes ; deux diminutions de 25 points de base, le 9 novembre et le 14 décembre, au vu de la recrudescence des tensions sur les marchés et de la baisse des prévisions d'activité. Parallèlement, elle a pris des mesures supplémentaires visant à favoriser le crédit bancaire et la liquidité sur le marché monétaire de la zone euro : mise en place d'opérations de refinancement à 36 mois ; réduction du taux de réserves obligatoires de 2 % à 1 % ; accroissement de la disponibilité des garanties éligibles.

En France, la croissance atteint 1,7 % en 2011 après 1,5 % en 2010. La bonne orientation de l'investissement (entreprises et ménages) compense une consommation des ménages atone. La contribution extérieure est pratiquement nulle.



© Guillaume Viscardi - Conservatoire botanique national de Mascarin

Mayotte. Forêt mésophile de Sohoa.

Alors qu'en 2010 il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour les départements et collectivités d'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut cependant remarquer certaines tendances par zones géographiques : la situation économique s'améliore dans les départements français d'Amérique (DFA), même si la Martinique reste un peu en retrait ; La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant accentué à Mayotte par les événements sociaux. L'économie de Saint-Pierre s'améliore peu.

À la Guadeloupe, l'année 2011 est marquée par une nouvelle amélioration de l'environnement économique après le rattrapage amorcé en 2010, en dépit des incertitudes apparues dès l'été. Les échanges avec l'extérieur s'intensifient. Bénéficiant d'une hausse des prix contenue, la consommation des ménages reste dynamique et soutient de nouveau la reprise, en dépit d'une situation toujours préoccupante en matière d'emploi. Le manque de confiance des acteurs économiques continue en revanche à peser sur l'investissement : les entreprises restent prudentes et les projets ne retrouvent pas leur niveau d'avant-crise.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise tout au long de l'année légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période, après avoir fortement progressé au second semestre 2010. Cette stabilité témoigne d'un retour progressif mais mesuré à la confiance, mais l'ICA n'atteint pas encore les niveaux d'avant-crise.

L'économie de la Martinique reste fragile depuis la crise sociale de 2009 qui a durablement impacté la confiance des agents économiques. Le rattrapage se poursuit en 2011, mais la progression est mesurée et ne permet pas de faire reculer le chômage. Les prévisions d'investissement ne sont plus en repli en fin d'année mais restent prudentes. En effet, le contexte économique local et international, incertain, incite les chefs



Guyane. Vue aérienne d'un village dans la forêt.

© AFD Agence Guyane

d'entreprise à reporter les investissements lourds. La consommation des ménages se maintient, mais ces derniers sont fragilisés par une situation de l'emploi dégradée et ont tendance à adopter des comportements de précaution.

L'ICA reste stable tout au long de l'année, à un niveau légèrement en deçà de sa moyenne de longue période. Cette résistance s'explique par l'évolution favorable de l'activité, orientée à la hausse en fin d'année, notamment dans les secteurs du BTP, du tourisme et des services aux entreprises.

La situation économique de la **Guyane** reste dynamique, avec en particulier un regain de l'activité en fin d'année. Malgré la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi et une hausse des prix plus soutenue, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont bien orientés. Le marché guyanais, qui bénéficie toujours d'une nette croissance démographique générant des besoins en termes de consommation, d'infrastructures, est devenu un « pôle d'attraction » pour les investisseurs antillais qui sont confrontés à la maturité de leurs propres marchés. La filière spatiale et le secteur de la construction continuent d'exercer un effet d'entraînement sur l'économie.

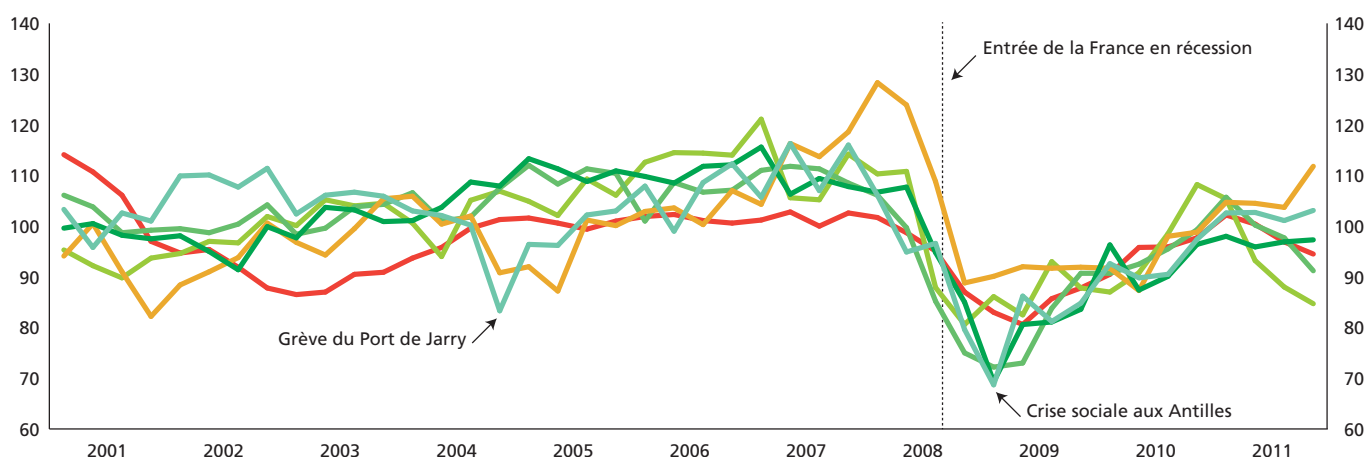
Depuis le premier trimestre de l'année, l'ICA dépasse sa moyenne de longue période, après deux ans à un niveau inférieur. Malgré un léger repli au troisième trimestre 2011, l'ICA progresse fortement en fin d'année.

À **La Réunion**, l'économie peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales et les tensions entourant la crise de la dette en Europe pèsent sur la confiance des acteurs économiques. Après une orientation favorable au premier trimestre 2011, la situation conjoncturelle locale ne cesse de se contracter sur le reste de l'année. L'investissement privé ne redémarre pas, tandis que le logement social et la commande publique restent dynamiques. La consommation des ménages demeure bien orientée sur l'année. Le marché du travail continue de se dégrader mais à rythme moins prononcé que les années précédentes.

Dans la continuité du redressement progressif observé depuis mi-2009, l'ICA augmente au premier trimestre 2011, avant de se contracter sur le reste de l'année. Il se situe à 8,8 points au-dessous de sa moyenne de longue période au dernier trimestre.

L'année 2011 a été marquée par l'ancrage de **Mayotte** dans la départementalisation, puisque Mayotte est devenue le 101^e département français le 31 mars. Elle a également été marquée par de multiples conflits sociaux dont le plus important a été le mouvement contre la cherté de la vie, initié le 27 septembre. Pendant 44 jours, l'activité économique mahoraise a été paralysée par des manifestations, des barrages routiers dans tous les points névralgiques de l'île, la fermeture

Indicateur du climat des affaires (100 = Moyenne de longue période)



Guadeloupe Martinique Guyane La Réunion Mayotte Métropole (services marchands)

Sources : IEDOM, Banque de France

forcée des écoles, des commerces, des banques, des entreprises et de certaines administrations. L'année a aussi été marquée par l'aggravation des difficultés financières des collectivités locales. Dans ce contexte, l'activité économique, déjà atone en 2010, se dégrade en 2011. Si, globalement, la hausse des prix est contenue et la consommation des ménages se maintient, la situation de l'emploi se détériore, les échanges extérieurs sont en repli et les perspectives sont pessimistes pour les entreprises.

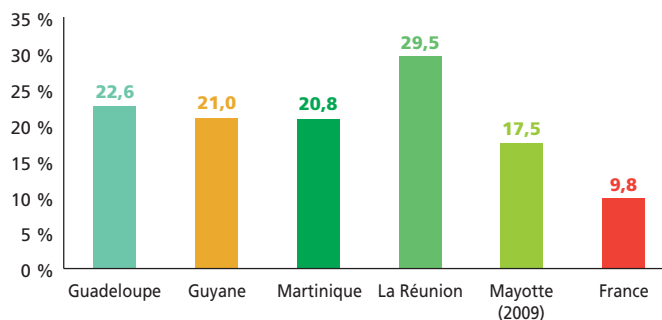
Alors que l'activité avait enregistré une amélioration au début de 2011, l'ICA commence à se détériorer au deuxième trimestre ; il se dégrade sensiblement au quatrième trimestre en lien avec la crise sociale. Il retrouve presque son point bas de 2008 et se situe désormais très en deçà de sa moyenne de longue période.

À **Saint-Pierre-et-Miquelon**, la reprise économique amorcée l'année précédente ne se confirme pas, même si des signes d'amélioration de la conjoncture peuvent être observés au deuxième trimestre et, de manière plus perceptible, au quatrième trimestre. Le bilan de l'année reste donc en demi-teinte. Si la hausse de l'indice des prix est moindre qu'en 2010, elle se situe encore à un niveau élevé et l'indicateur de chômage s'inscrit en légère hausse sur un an. La consommation des ménages progresse, mais à un rythme bien inférieur à celui observé en 2010, tandis que l'investissement des ménages et des entreprises reste bien orienté.

L'EMPLOI

La dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes. Le nombre de demandeurs d'emploi dans les DOM augmente de 5,3 % en glissement annuel. Les offres d'emplois collectées sont en général en baisse.

Taux de chômage en 2011



Source : INSEE

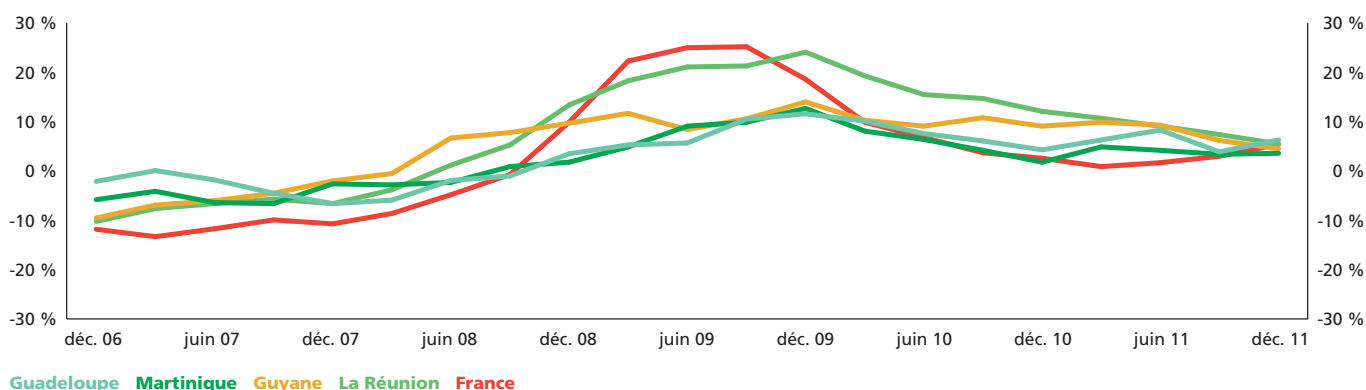
Le taux de chômage reste beaucoup plus élevé dans les départements d'outre-mer que dans l'ensemble de la France.

À la Guadeloupe, la détérioration du marché du travail se poursuit : le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) progresse de 6,3 % en glissement annuel à fin décembre et atteint 57 030 demandeurs, en augmentation de plus de 11 000 depuis fin 2008. En parallèle, le nombre d'offres d'emplois collectées, après un net rebond en 2010, régresse de 6,4 %.

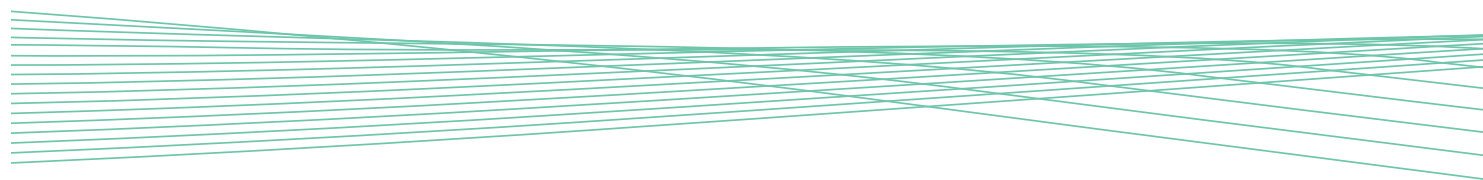
À la Martinique, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse pour la quatrième année consécutive, malgré la meilleure orientation de l'activité économique. Il s'élève à 41 700 en fin d'année (+3,5 % sur l'année). Les offres d'emplois s'élèvent à 11 970 en fin d'année (+15,3 %).

En Guyane, la situation sur le marché du travail reste difficile, caractérisée par le manque d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi et par un important « halo » du chômage (personnes souhaitant travailler mais classées comme inactives), pratiquement équivalent au nombre de chômeurs. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 4,5 % entre décembre 2011 et décembre 2010 (contre +10,9 % par an en moyenne sur les trois dernières années).

Demandeurs d'emploi (DEFM A) (Glissement annuel)



Sources : DARES



À La Réunion, la détérioration du marché du travail ralentit. Avec une augmentation de 5,5 % sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi continue de croître pour la quatrième année consécutive. Néanmoins, cette progression ralentit par rapport aux années précédentes (+12,1 % en 2010 et +24,1 % en 2009). L'offre d'emplois reste stable, mais la part des offres d'emplois durables diminue.

À Mayotte, dans un contexte économique dégradé, le marché de l'emploi n'a pas été favorable. Entre février et novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) affiche une hausse de 35 % à 11 923 personnes, soit 3 100 chômeurs supplémentaires. Les offres d'emplois enregistrées auprès de Pôle emploi reculent de 36 % entre novembre 2010 et novembre 2011.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, on observe une évolution légèrement moins favorable de l'emploi que l'année précédente. Le BTP reste le secteur le plus touché.

LES PRIX

L'indice des prix à la consommation des DCOM progresse de 2,0 % sur l'année 2011, soit un rythme moindre que celui de la France (+2,5 %). Cette hausse, modérée, s'explique pour l'essentiel par la progression des prix de l'énergie et des services.

À la Guadeloupe, la hausse des prix reste contenue : elle s'établit à 1,8 % en glissement annuel et à 0,8 % hors énergie. L'énergie est le premier contributeur à la hausse des prix, devant l'alimentation hors tabac et les produits manufacturés. Premier poste de dépense des ménages, les prix des services baissent faiblement.

À la Martinique, la hausse des prix est modérée (2,0 % en glissement et 1,1 % hors énergie). Si la hausse des prix de l'énergie explique près de la moitié de l'évolution, la seconde contribution à la hausse concerne les services.

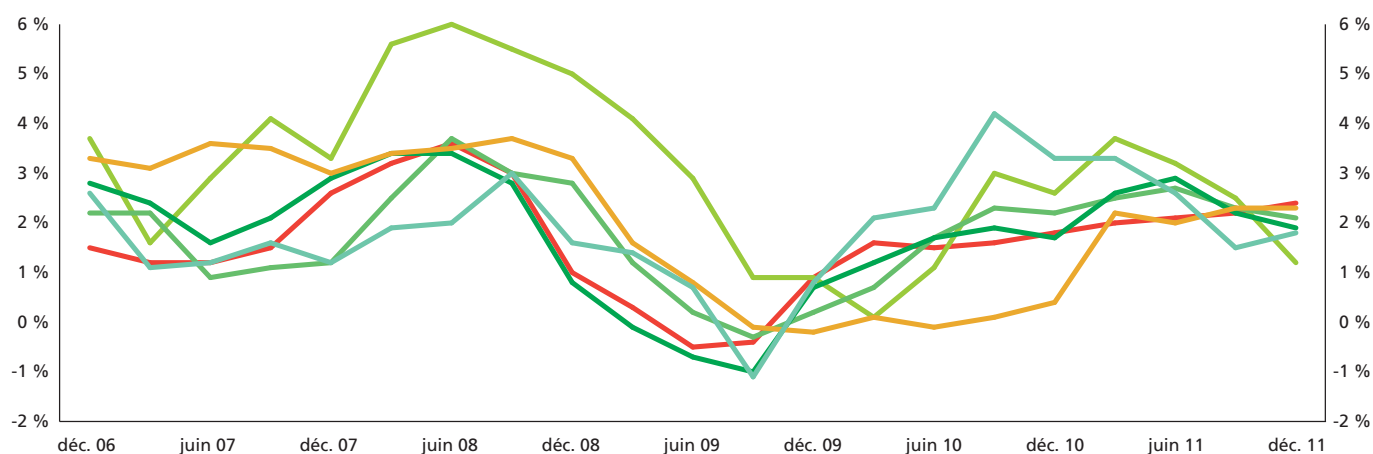
En Guyane, la hausse des prix s'établit à 2,2 %, contrastant avec deux années de relative stabilité (-0,2 % en 2009 et +0,4 % en 2010), elle tend vers le rythme de la France entière. Cette évolution est générée par la hausse des prix de l'ensemble des postes de consommation et plus spécifiquement des prix de l'énergie.

À La Réunion, l'indice des prix à la consommation augmente de 2,1 % sur un an. Après une accélération en début d'année, la progression a ralenti au second semestre. Elle s'explique par les hausses des prix de l'alimentation, notamment des produits frais, des services et de l'énergie.

À Mayotte, la hausse des prix, initiée début 2010, s'est prolongée jusqu'au troisième trimestre 2011, avant un retournement de tendance au quatrième trimestre. Les prix progressent de 1,2 % en glissement annuel, en inflexion sensible par rapport à 2010. Les prix des produits alimentaires reculent de 0,6 %, suite à l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits) signé entre les grands distributeurs et l'intersyndicale sous l'égide des pouvoirs publics.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, la hausse des prix est soutenue (+3,6 %). Dans un contexte de relative stabilisation de l'euro face au dollar canadien, la hausse des prix du carburant et du fioul domestique explique en grande partie cette évolution.

Indice des prix à la consommation (Glissement annuel)



Guadeloupe Martinique Guyane La Réunion Mayotte France

Source : INSEE - Calculs IEDOM

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges extérieurs sont en général en hausse, du fait du dynamisme de la consommation des ménages et de l'amélioration de l'activité économique. Les tendances sur les exportations sont assez variables.

À la Guadeloupe, les importations bénéficient globalement du dynamisme de la consommation des ménages et du redressement de l'activité économique ces deux dernières années : elles retrouvent en 2011 leur point haut de 2008. On relève la bonne orientation des exportations de produits agricoles en lien avec le dynamisme retrouvé des exportations de bananes, dont la commercialisation avait été interrompue pendant quelques mois en 2010.

La stabilité de la demande intérieure à la Martinique pèse sur les importations en fin d'année. Celles-ci progressent globalement en 2011 mais à un rythme inférieur à celui de 2010, et avec un recul au second semestre. Les exportations sont en net repli en raison notamment de la baisse des exportations de produits pétroliers, les capacités de raffinage de la SARA ayant été réduites en 2011 du fait d'arrêts techniques, entraînant une baisse des exportations au départ de la Martinique en direction des dépôts de la Guadeloupe et de la Guyane.

Les importations de la Guyane poursuivent leur progression soutenue, notamment sur les produits des industries agroalimentaires, les produits pétroliers et le matériel de transport, portés par la bonne tenue de la consommation et la hausse du cours du pétrole. Les exportations sont quant à elles en léger retrait.

Les échanges de La Réunion avec l'extérieur continuent à progresser. Les importations sont en hausse, tirées par la poursuite du renouvellement de la flotte d'Air Austral et les importations de produits pétroliers. La forte hausse des exportations de déchets et de produits métallurgiques et métalliques est compensée par la baisse des ré-exportations de matériels de transports et de produits pétroliers ; par ailleurs, les exportations de produits des industries agroalimentaires sont stables malgré la baisse des ventes de produits sucriers.

La dégradation de la conjoncture économique à Mayotte se traduit par un recul de la demande globale de produits importés. Les importations sont en repli, rompant ainsi avec l'évolution positive enregistrée depuis 2005. Les exportations sont toujours marginales.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, les importations augmentent sous l'effet de la forte hausse du prix de l'énergie. Le montant des exportations recule de plus de moitié par rapport à l'année précédente, en raison notamment de la fermeture de la principale usine de transformation des produits de la mer.



© Marc Mondou

Guadeloupe.

LA DEMANDE INTÉRIEURE

Après une année 2010 marquée par la reprise de la **consommation des ménages**, cette dernière reste soutenue et constitue le principal moteur de l'activité.

La consommation des ménages tire l'activité à la Guadeloupe. Déjà vigoureuse en début d'année, elle progresse de nouveau en dépit d'un fléchissement au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation progressent, surtout de celles de produits agroalimentaires. Cependant, les ventes de fin d'année, moins bonnes qu'espérées, illustrent cependant une certaine prudence de la clientèle.

À la Martinique, la consommation des ménages se maintient malgré un ralentissement en fin d'année. Les importations de biens de consommation sont en repli alors que les immatriculations de véhicules neufs se situent au même niveau que l'année précédente. Le chiffre d'affaires de la grande distribution reste orienté à la hausse.

La consommation des ménages est bien orientée en Guyane, malgré quelques signes d'essoufflement au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation et les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent. Le secteur de la grande distribution accueille une troisième enseigne de « grandes et moyennes surfaces » avec l'ouverture d'un nouvel hypermarché.



Guadeloupe. Chutes Moreau.

© Didier Bahut

La consommation courante des ménages réunionnais continue à progresser. Les ventes de véhicules de tourisme repartent à la hausse, après trois années de baisses consécutives. L'activité du secteur du commerce est pourtant restée mal orientée, selon les professionnels interrogés.

À Mayotte, en dépit de la crise sociale, la consommation des ménages progresse globalement. Elle a été particulièrement porteuse au premier trimestre mais le repli des importations de produits alimentaires, initié au deuxième trimestre, se confirme aux troisième et quatrième trimestres. Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs progressent sensiblement.

On observe une moindre progression de la consommation des ménages à Saint-Pierre-et-Miquelon, après la forte hausse enregistrée en 2010. Cependant, les immatriculations de véhicules de tourisme présentent de nets signes d'amélioration.

L'investissement pâtit globalement d'un contexte économique jugé incertain à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Guyane.

À la Guadeloupe, la confiance manque encore aux investisseurs. Après un premier semestre de reprise graduelle, l'investissement des entreprises pâtit d'un contexte économique jugé plus incertain à partir de l'été. L'investissement immobilier des ménages ralentit également, en dépit du niveau historiquement bas des taux d'intérêt.

Les entreprises martiniquaises restent prudentes en matière d'investissement. Les intentions d'investissement redeviennent stables en fin d'année, alors qu'elles étaient orientées à la baisse depuis trois ans, mais elles concernent pour l'essentiel des besoins de renouvellement.

L'investissement des entreprises progresse en Guyane, après une année 2010 mitigée. Le nombre de projets d'investissement privé en provenance des Antilles serait en croissance, compte tenu de l'attractivité et du marché potentiel que représente le territoire et l'investissement public reste solide. L'investissement des ménages reste bien orienté, ces derniers profitant de la fin annoncée d'un certain nombre d'avantages fiscaux.

À La Réunion, incertitude et prudence affectent l'investissement. Le manque de visibilité sur les perspectives économiques pèse sur le moral des entrepreneurs dont les intentions d'investir se dégradent tout au long de l'année. L'investissement immobilier privé reste faible. À l'inverse, l'investissement public est relativement bien orienté.

L'investissement des entreprises de Mayotte est mal orienté. En l'absence de visibilité tant sur la commande publique que sur le climat social, l'investissement a, dans l'ensemble, été gelé.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, l'investissement des entreprises affiche des résultats relativement satisfaisants et l'encours des crédits à l'habitat des ménages s'inscrit à la hausse pour la quatrième année consécutive. En revanche, les crédits d'investissement des collectivités locales sont en baisse continue.

LES TENDANCES SECTORIELLES DANS CHAQUE COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER

Guadeloupe : des disparités d'un secteur à l'autre

Le secteur primaire est morose. Les mauvaises conditions climatiques enregistrées dès le début de l'année affectent l'ensemble de la filière agricole et l'état de calamité agricole a été reconnu dans certaines communes pour les cultures vivrières et maraîchères. Le bilan de la campagne sucrière est également en deçà des attentes, en raison de l'enchaînement des conflits sociaux qui ont retardé le démarrage de la campagne et de la forte pluviométrie en période de récolte.

L'activité s'améliore légèrement dans l'industrie, malgré un contexte difficile pour les entreprises dont l'activité est étroitement liée au BTP. L'activité des industries agroalimentaires, portée par la bonne tenue de la consommation des ménages, est mieux orientée.

Les difficultés persistent dans le bâtiment et les travaux publics : malgré un léger mieux au second semestre, le secteur ne connaît pas de véritable reprise après deux années de récession. La construction de logements sociaux, favorisée par les nouveaux dispositifs de défiscalisation, permet un maintien de l'activité mais ne constitue pas encore un relais de croissance pour les grands preneurs d'ordre, alors que la commande privée de logements s'effondre. Dans le domaine des travaux publics, les grands chantiers restent peu nombreux.

Le retour des touristes se confirme, avec des indicateurs en hausse comparés aux années antérieures et en particulier à 2008, année de référence en termes de résultats selon les professionnels. Après un premier semestre particulièrement médiocre, l'activité de croisière renoue également avec la croissance.

Les entreprises du secteur du commerce bénéficient du dynamisme de la consommation des ménages, en particulier au premier semestre. Le marché automobile reste cependant à l'écart de cette embellie.

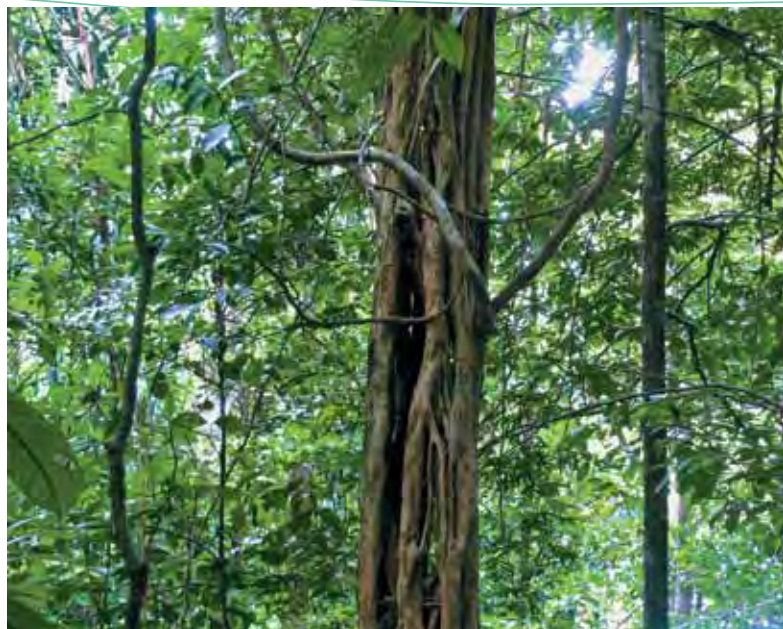
Martinique : certaines difficultés sectorielles persistent

La filière agricole connaît une année difficile. Les expéditions de bananes vers l'Union européenne diminuent sensiblement et les professionnels de la filière canne-sucre-rhum jugent la campagne 2011 décevante en raison de la pluviométrie importante. Bien que le tonnage de canne broyée ait progressé, la production de sucre et de rhum a diminué.

L'activité du BTP progresse mais reste en deçà du niveau d'avant la crise. Elle enregistre une amélioration, grâce à la reprise de programmes de logements sociaux, de travaux routiers et de certains grands chantiers. Pour autant, les mises en chantier ne suffisent pas à relancer durablement le secteur, qui est fortement dépendant de la commande publique.

Le secteur du commerce connaît une croissance ralentie. Le chiffre d'affaires de la grande distribution progresse grâce à la réouverture de l'hypermarché de Cluny sous l'enseigne Carrefour, en décembre, qui a pu stimuler le chiffre d'affaires de la grande distribution en fin d'année.

L'activité touristique s'améliore. Le nombre de passagers débarquant à l'aéroport progresse et le taux d'occupation des hôtels augmente. En revanche, le nombre de croisiéristes a été particulièrement faible en 2011.



Hubert de Foresta © IRD

Guyane. Sur la piste de Saint-Elie, en forêt primaire : tronc « vide ».

Guyane : le spatial et la construction toujours moteurs

Le secteur agricole est toujours morose. L'activité de la pêche reste handicapée par la faiblesse des infrastructures et les problèmes de pêche illégale. Dans la filière rizicole, la production reste nulle compte tenu de l'arrêt, courant 2010, des activités du groupe espagnol SOS qui exploitait les rizières de Mana. Mi-2011, le groupe Deoleo, nouveau nom de SOS, a pris la décision de relancer l'exploitation, mais il se heurte à des difficultés d'ordre réglementaire vis-à-vis de l'Union européenne.

Martinique. Forêt du Précheur.



© Michèle Rovela-Marthey



La Réunion. Forêt à fanjans (*Cyathea* sp.), Plaine des Cafres.

© Parc national de La Réunion - N & S Szymandera

Le secteur de la construction est dynamique. La demande reste très importante, tant en termes d'infrastructures que de logements, malgré la fin des grands chantiers. Les besoins sont estimés à 3 500/4 000 logements par an contre une production moitié moindre. L'activité s'améliore fortement en fin d'année, soutenue par des projets liés à la construction de nouveaux logements sociaux et à l'aménagement du territoire ; elle a également été dopée par la fin annoncée de certaines mesures de défiscalisation.

La production des industries traditionnelles est atone. Le déclin des volumes d'or produits et exportés, à l'œuvre depuis une dizaine d'années, semble s'arrêter en 2011. La filière est fortement affectée par l'orpaillage clandestin et par le durcissement des contraintes réglementaires. Les volumes de grumes sorties de forêt reculent.

Le secteur spatial est toujours dynamique. Arianespace a réussi 7 lancements au Centre spatial guyanais, dont 2 sur le nouveau pas de tir Soyouz. Les années 2011-2012 sont considérées comme des années charnières avec le développement des offres de lancement d'Arianespace qui dispose, depuis le premier trimestre 2012 avec le lancement inaugural de Vega, d'une offre complète de services.

Le poids du tourisme reste faible et ce secteur est en recherche de développement. Le trafic recensé à l'aéroport de Cayenne-Félix Eboué continue de croître, mais à un rythme moindre.

La Réunion : les évolutions sectorielles sont contrastées

L'activité est bien orientée dans l'agriculture. L'activité d'abatage progresse, la collecte de lait se stabilise, après cinq années consécutives de baisse liée à la diminution du nombre d'exploitations laitières. La campagne sucrière 2011 reste stable par rapport à celle de 2010, en dépit de la sécheresse enregistrée en début d'année.

Le secteur des industries agroalimentaires enregistre une évolution favorable. La production sucrière s'inscrit en légère hausse et reste supérieure à la moyenne décennale ; la production de rhum progresse, après avoir nettement baissé en 2010.

L'activité du BTP se maintient mais se dégrade sur la seconde partie de l'année. La filière construction bénéficie du dispositif

de défiscalisation du logement social introduit par la Lodeom, qui vient s'ajouter au socle de financement existant.

Après une orientation favorable au premier trimestre, l'activité du secteur des services marchands ralentit, avant de se contracter en fin d'année.

L'activité touristique poursuit sa tendance haussière. Les chefs d'entreprise font état d'une activité en hausse depuis le deuxième trimestre 2010. La fréquentation des hôtels progresse et le nombre de passagers entre le département et la métropole s'inscrit en hausse.

Mayotte : une majorité des secteurs en difficulté

Le secteur agricole est toujours peu compétitif. Il peine encore à se développer, même si des efforts ont été constatés dans la production et la vente de produits maraîchers et de fruits. L'exportation d'essence d'ylang est en recul de 72 % en volume, mais progresse en valeur. L'aquaculture, qui disposait d'un bon potentiel de croissance, est en déclin. Les produits avicoles sont, en presque totalité, importés.

Le secteur industriel connaît une évolution mitigée. Le courant d'affaires de l'industrie agro-alimentaire se dégrade mais s'agissant de l'activité industrielle proprement dite, après une détérioration sensible au premier semestre, le second semestre est nettement plus favorable.

La situation du secteur du BTP est toujours préoccupante et se dégrade encore après une année 2010 atone. Le faible nombre de projets publics ou privés, des carnets de commandes qui peinent à se garnir, des délais de paiement très longs en lien avec la situation financière des collectivités locales et la crise sociale du quatrième trimestre sont autant de facteurs qui ont impacté négativement les entreprises. Certaines ont ainsi été amenées à licencier, voire à fermer. Les projets d'envergure actés pour 2011 n'ont toujours pas démarré.

L'activité commerciale et celle des services marchands se dégradent sensiblement. Le commerce a été particulièrement impacté par la crise sociale (fermetures forcées des magasins).

Les efforts consentis par les partenaires du secteur du tourisme pour valoriser la destination de Mayotte portent quelques fruits.

Le nombre de passagers enregistrés à Dzaoudzi progresse. Cependant, la destination Mayotte ayant été fortement dépréciée à la suite de la crise sociale, le taux de croissance est plus faible qu'en 2010. Des appels à projets ont été lancés pour l'aménagement de quatre des neuf sites PADD (Plan d'aménagement et de développement durable) présentant le plus grand potentiel de développement touristique pour Mayotte.

Saint-Pierre-et-Miquelon : orientation défavorable de la pêche et du tourisme

L'activité halieutique se dégrade significativement. Le volume des prises de la pêche artisanale est en recul en raison notamment des fermetures des usines de transformation des produits de la mer *SPM Seafoods International* et *Nouvelles Pêcheries*. Toutefois les prises de cabillaud ne souffrent pas de ces fermetures. Les prises de la pêche industrielle diminuent également, la saison ayant débuté plus tardivement que l'an passé.

Les entrées touristiques dans l'archipel diminuent. Ce mouvement s'explique davantage par le recul du nombre d'escales de navires de croisières que par la diminution des entrées traditionnelles sur le territoire. Les Canadiens représentent un peu plus des deux tiers des touristes, suivis des Français non résidents dans l'archipel et des Américains. La grande majorité des touristes entrent sur le territoire par la voie maritime.

Traditionnellement tiré par la commande publique, le secteur du BTP maintient son dynamisme notamment grâce au démarrage du chantier de la nouvelle centrale électrique d'EDF. La demande privée joue également un rôle non négligeable.



© Guillaume Viscardi - Conservatoire botanique national de Mascarin

Mayotte. Ancienne forêt humide dégradée Ngouini.

Saint-Pierre-et-Miquelon. Vallée des 7 étangs.



© Aline Audouze